

Ngendandumwe : Eléments biographiques

Pierre NGENDANDUMWE : Un martyr de la lutte pour l'indépendance, l'unité nationale et la démocratie, assassiné le 15 janvier 1965. Il fut le premier Premier ministre hutu du Burundi. Né dans une grande famille de Ngozi, il était parmi les premiers universitaires du Burundi, détenteur d'une licence en Sciences Administratives et Politiques obtenue à l'Université de Lovanium, à Kinshasa. Après ses études, il servit dans l'administration coloniale comme adjoint à l'Administrateur Territorial. Il était, avec Paul MIREREKANO, parmi les premiers lieutenants du Prince Louis RWAGASORE. Lors du premier gouvernement d'union nationale de 1961, NGENDANDUMWE détenait le portefeuille des Finances. En juin 1963, il devient Premier Ministre, jusqu'à sa révocation par le Mwami MWAMBUTSA IV en avril 1964, qui lui reprochait notamment d'avoir établi des relations diplomatiques avec la Chine communiste. En fonction, son slogan était « du pain et la paix ». Début janvier 1965, il lui fut demandé de former un nouveau gouvernement.

Le 7 janvier 1965, Pierre NGENDANDUMWE, après avoir longtemps hésité, accepte de former le nouveau gouvernement. Les groupes extrémistes Tutsi, ceux-là même qui avaient manifesté contre le premier gouvernement NGENDANDUMWE en décembre 1963, c'est-à-dire la J.N.R., la F.T.B. et l'Union des agents de l'administration, envoient une vigoureuse lettre au Roi MWAMBUTSA IV, lui signifiant qu'ils étaient toujours opposés à la nomination de Pierre NGENDANDUMWE comme Premier ministre. Malgré cette mise en demeure des extrémistes Tutsi, Pierre NGENDANDUMWE forme un gouvernement de 13 membres comprenant 7 Tutsi et 6 Hutu. Le Roi MWAMBUTSA IV se réserve les secrétariats d'Etat à l'armée et à la gendarmerie à la tête desquels se trouvent déjà respectivement les Tutsi Michel MICOMBERO et Pascal MAGENGE. Le 15 janvier à midi, ce gouvernement est rendu public. Quatre heures plus tard, le groupe extrémiste Tutsi, dit pro-chinois, tient un meeting de protestation contre le nouveau gouvernement. A vingt heures, Pierre NGENDANDUMWE est abattu devant l'hôpital Prince Louis RWAGASORE, alors qu'il allait rendre visite à sa femme qui venait d'avoir son quatrième enfant. Le seul témoin déclaré de cet assassinat est un des fils du Hutu Mathieu MUHAKWANKE. Il dira aux enquêteurs et devant le tribunal qu'il a vu quelqu'un s'enfuir en criant : "Ndaguhaye jewe umwana w'abatutsi" (Je vous ai abattu moi enfant des Tutsi.) Le 17 janvier, l'assassin présumé de NGENDANDUMWE est arrêté. Il s'agit d'un réfugié rwandais du nom de Gonzales MUYENZI, employé de l'ambassade des USA à Bujumbura. L'arme du crime, un Luger, fut identifiée comme appartenant au fils de François RUKÉBA, dirigeant de l'Armée rwandaise tutsi, qui avait ses quartiers à Bujumbura au camp Murore. Rapidement, un certain nombre de réfugiés rwandais appartenant à l'APLR furent arrêtés, y compris la plupart des dirigeants de cette armée. Mais des Burundais aussi, plusieurs arrestations ont lieu dans les milieux extrémistes Tutsi. Des leaders du groupe Casablanca (faction de l'UPRONA), dont Prime NIYONGABO, Albin NYAMOYA et Zénon NICAYENZI, furent arrêtés dans le cadre de cet assassinat. Ces derniers n'auraient pas digéré que le Mwami ait renouvelé sa confiance en Pierre NGENDANDUMWE malgré l'épisode d'avril 1964. La J.N.R. et la F.T.B. sont suspendues. L'enquête est confiée au substitut Hutu Marcien BUTOYI. Le bruit court à Bujumbura, dans les milieux Hutu, que l'assassinat de Pierre NGENDANDUMWE a été préparé à l'ambassade de Chine Populaire et a été exécuté par les extrémistes Tutsi pro-chinois. Pour accréditer la piste chinoise, l'ambassade de Chine sera cernée par la gendarmerie avant la suspension officielle des relations diplomatiques le 29 janvier et l'expulsion des diplomates chinois. Entre-temps, Joseph BAMINA, un Hutu du groupe CASABLANCA, remplace Pierre NGENDANDUMWE à la tête du gouvernement le 20 janvier. Les assassins présumés du Premier ministre NGENDANDUMWE ne furent jamais jugés en bonne et due forme.